



# Assemblée générale

Distr. générale  
11 décembre 2019  
Français  
Original : anglais

**Soixante-quatorzième session**  
Point 135 de l'ordre du jour  
**Projet de budget-programme pour 2020**

## **Prévisions révisées : incidence des variations des taux de change et d'inflation**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

La pratique établie veut que le projet de budget-programme soit actualisé avant d'être soumis à l'approbation de l'Assemblée générale. Les résultats d'une opération préliminaire d'actualisation des coûts ont déjà été intégrés dans le projet de budget-programme présenté plus tôt en 2019 par le Secrétaire général ainsi que dans ses additifs et les rapports sur les prévisions budgétaires révisées pour l'exercice.

Le présent rapport renferme des projections d'inflation mises à jour et expose les incidences des fluctuations des taux de change constatées en 2019, des coûts standard actualisés et des taux de vacance actualisés sur le projet de budget-programme pour 2020. Ces informations actualisées sont présentées conformément à la demande qu'avait faite l'Assemblée générale au Secrétaire général au paragraphe 8 de la section IX de sa résolution [69/274 A](#) de veiller à ce que la mise en service d'Umoja-Extension 2 règle les problèmes de visibilité et de circulation de l'information. Le fait que les données relatives aux taux de change et aux coûts standard sont plus aisément accessibles a facilité l'établissement des prévisions révisées.

Le présent rapport expose les incidences de la mise à jour des paramètres d'actualisation des coûts sur le projet de budget-programme, les prévisions budgétaires révisées et les états des incidences sur le budget-programme pour 2020. Après mise à jour, et dans l'hypothèse de l'application des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, les prévisions relatives aux différents chapitres des dépenses pour 2020 totalisent 3 065,0 millions de dollars et les prévisions de recettes 290,8 millions de dollars.



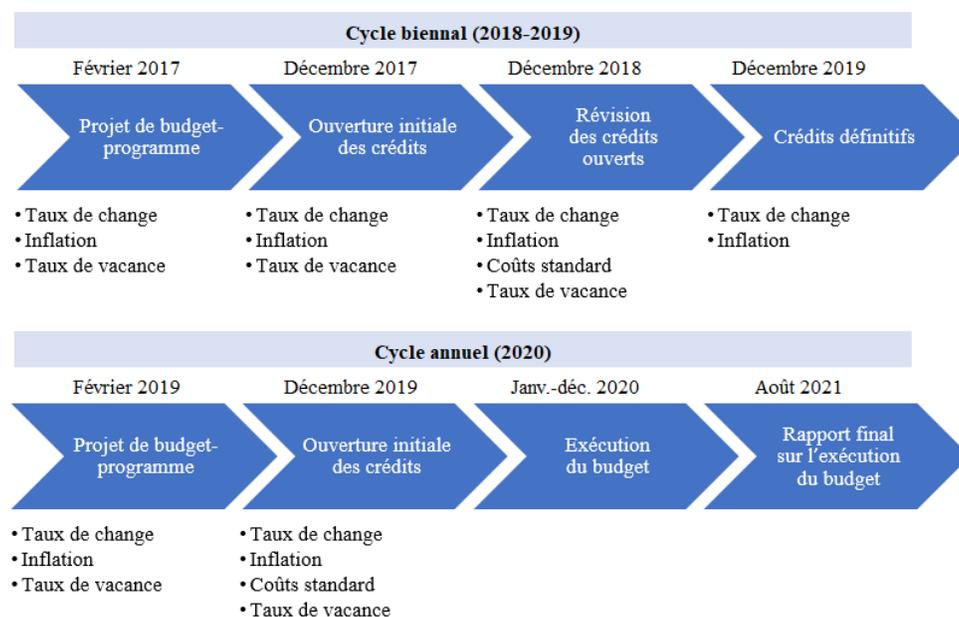
## I. Introduction

1. Selon la pratique établie, le projet de budget-programme, tel qu'il est présenté dans le document A/74/6 (Introduction), a été élaboré sur la base des mêmes niveaux de prix et des mêmes taux de change que le budget-programme de l'exercice en cours. L'incidence des changements apportés à ces paramètres a été présentée dans une colonne distincte intitulée « Actualisation des coûts » dans les rapports sur le projet de budget-programme. S'il avait porté sur un exercice biennal, le projet de budget-programme aurait été réactualisé à trois reprises, mais, l'exercice étant devenu annuel, il ne sera réactualisé qu'une seule fois, dans le cadre du présent rapport.

2. Dans son rapport intitulé « Un nouveau modèle de gestion pour l'Organisation des Nations Unies : améliorer et simplifier la procédure de planification des programmes et d'établissement du budget » (A/72/492/Add.1), le Secrétaire général a proposé de n'actualiser les coûts qu'une seule fois après l'actualisation initiale, juste avant le début de l'exercice budgétaire, ce qui donnerait aux États Membres une idée plus précise de leurs obligations financières. Si les dépenses finales dépassaient le budget annuel en raison d'un dépassement de crédits au titre des postes, le Secrétaire général pourrait, après avoir examiné le montant total des dépenses de programme et les économies résultant de l'annulation d'engagements d'exercices précédents, demander l'ouverture d'un crédit supplémentaire, conformément au tableau d'effectifs approuvé par l'Assemblée générale et compte tenu des dépenses effectivement engagées au titre des postes. Dans sa résolution 72/266 A, l'Assemblée générale a pris acte du rapport du Secrétaire général et approuvé le changement proposé tendant à remplacer à titre expérimental les exercices budgétaires biennaux par des exercices annuels à compter du budget-programme de 2020.

3. La figure ci-après donne une vue d'ensemble des principales différences dans le processus d'actualisation des coûts entre les cycles biennal et annuel.

### Comparaison des ajustements liés à l'actualisation des coûts entre les cycles biennal et annuel



4. Le présent rapport a pour but d'informer l'Assemblée générale du montant mis à jour des ressources demandées dans le projet de budget-programme avant que

celle-ci ne se prononce sur le montant initial des ouvertures de crédits. La méthodologie utilisée est conforme à la demande que l'Assemblée avait faite au Secrétaire général au paragraphe 8 de la section IX de sa résolution 69/274 A, à savoir de veiller à ce que la mise en service d'Umoja-Extension 2 règle les problèmes de visibilité et de circulation de l'information, de revoir les besoins en matière de données et d'en tenir compte lors de la conception du module d'établissement du budget. Dans la même résolution, l'Assemblée a souscrit aux conclusions et recommandations figurant dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur l'étude sur l'actualisation des coûts et les moyens de maîtriser les incidences des fluctuations des taux de change et de l'inflation (A/69/640). Au paragraphe 28 dudit rapport, le Comité consultatif a dit compter que, dès qu'il serait intégralement mis en service, Umoja pourrait dûment satisfaire au besoin du Secrétariat de disposer rapidement de données d'information détaillées sur les risques de change.

5. Les chiffres actualisés présentés dans le présent rapport ont été calculés à l'aide de la solution de planification stratégique, d'établissement du budget et de gestion de la performance d'Umoja, dont les analyses des dépenses ont permis d'améliorer les hypothèses appliquées aux paramètres d'actualisation, notamment les taux de change, l'inflation, les coûts standard (traitements et dépenses communes de personnel) et les taux de vacance.

6. Les chiffres actualisés sont fondés sur les prévisions initiales du Secrétaire général figurant dans le projet de budget-programme<sup>1</sup>, après prise en compte des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir A/74/7). L'application des recommandations formulées par le Comité consultatif dans ses rapports sur le projet de budget-programme pour 2020 aurait pour effet de réduire de 12,2 millions de dollars le montant des crédits demandés.

7. Les incidences sur le budget-programme et les prévisions révisées connues au moment de l'établissement du présent rapport ont été prises en compte de sorte que les États Membres puissent disposer d'un tableau complet des dépenses prévues au moment de se prononcer sur les ouvertures de crédits pour 2020. Le Comité consultatif a achevé l'examen de certains des rapports. L'application des recommandations qu'il y a formulées entraînerait une réduction de 1,7 million de dollars des crédits demandés.

8. Bien que l'Assemblée générale n'ait pas encore statué à leur sujet, les recommandations du Comité consultatif relatives au projet de budget-programme pour 2020, aux prévisions révisées et aux incidences sur le budget-programme ont été réactualisées. La prise en compte des recommandations du Comité consultatif ne préjuge en rien les décisions qui seront prises à leur endroit.

9. Le tableau 1 présente les résultats globaux de l'actualisation des coûts en fonction des paramètres décrits dans les paragraphes ci-dessous, y compris les ajustements recommandés par le Comité consultatif, les prévisions révisées et les incidences sur le projet de budget-programme connues à ce jour.

<sup>1</sup> A/74/6 (Introduction), (Sects. 1-4), (Sect. 5 et Corr.1), (Sects. 6 et 7), (Sect. 8 et Corr.1), (Sects. 9-28), (Sects. 29 et 29A-29G), (Sects. 30-36), (Income sects. 1-3), et (Sect. 3)/Add.1-4, (Sect. 3)/Add.5 et Corr.1 et (Sect. 3)/Add.6 et Corr.1 (missions politiques spéciales).

Tableau 1  
**Récapitulatif des prévisions budgétaires révisées pour 2020 (chapitres des dépenses)**

(En millions de dollars des États-Unis)

Projet de budget- programme avant actualisation préliminaire des coûts	Projet de budget- programme après actualisation préliminaire des coûts		Projet de budget- programme plus prévisions révisées et incidences sur le budget- programme <sup>a</sup>		Projet de budget- programme plus ajustements recommandés par le Comité consultatif		Actualisation des coûts <sup>b</sup>				Proposition concernant les prévisions de dépenses	
	Actualisation préliminaire des coûts	Actualisation préliminaire des coûts	Prévisions révisées et incidences sur le budget- programme <sup>a</sup>	plus prévisions révisées et incidences sur le budget- programme	Ajustements recommandés par le Comité consultatif	ajustements recommandés par le Comité consultatif	Taux de change	Inflation	Coûts standard	Taux de vacance de postes		Total <sup>b</sup>
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) = (8) + (9) + (10) + (11)	(13) = (7) + (12)
2 868,3	71,6	2 939,9	143,6	3 083,5	(13,8)	3 069,6	(31,5)	15,4	16,3	(4,9)	(4,6)	3 065,0

<sup>a</sup> Voir le tableau 5 pour plus de détails.

<sup>b</sup> Hors actualisation des prévisions révisées et des états des incidences sur le budget-programme.

10. On trouvera ci-après, à la section II (parties A à D), l'explication des variations des paramètres d'actualisation des coûts retenus aux fins du calcul du montant initial des crédits ouverts. On trouvera dans les tableaux complémentaires 1 à 6 les paramètres d'actualisation des coûts retenus dans le présent rapport et leurs incidences sur les chapitres du budget :

Tableau complémentaire 1. Taux de change par rapport au dollar des États-Unis

Tableau complémentaire 2. Taux d'inflation annuels, par pays/zone

Tableau complémentaire 3. Coefficients d'ajustement, par pays

Tableau complémentaire 4. Ajustements annuels au coût de la vie, par pays (agents des services généraux)

Tableau complémentaire 5. Taux de vacance, par chapitre du budget

Tableau complémentaire 6. Effet de l'actualisation des coûts par chapitre du budget et poids de chaque paramètre d'actualisation

## II. Chapitres des dépenses

### A. Fluctuations des taux de change (diminution nette : 31,5 millions de dollars)

11. La mise en service d'Umoja en 2015 a permis d'affiner les prévisions de dépenses dans diverses monnaies pour le budget ordinaire. Conformément à la demande figurant à la section IX de la résolution 69/274 A, les hypothèses retenues concernant les monnaies utilisées pour les dépenses dans les différents lieux d'affectation ont été affinées compte tenu de l'utilisation effective des monnaies entre janvier 2016 et septembre 2019. Si les anciennes hypothèses tenaient compte de l'utilisation de 12 monnaies, les hypothèses actuelles sont fondées sur les ressources nécessaires dans 73 monnaies. La répartition du budget par monnaie (en pourcentage) a donc été ajustée en fonction des dépenses effectivement engagées. Cet ajustement a permis de réduire les risques de change pour les objets de dépense autres que les postes, la majorité de ces dépenses ayant été engagées en dollars des États-Unis, comme indiqué dans le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 2

#### Pourcentage du budget (postes) sur lequel les fluctuations des taux de change ont une incidence

<i>Monnaie</i>	<i>Pourcentage retenu dans le projet de budget-programme</i>	<i>Pourcentage proposé dans le présent rapport</i>
Dollar des États-Unis	44,5	44,3
Franc suisse	26,6	26,5
Euro	4,3	4,5
Baht	4,4	3,9
Shilling kényan	3,7	3,7
Nouveau shekel israélien	4,4	3,7
Peso chilien	3,4	3,2
Livre libanaise	3,0	3,2
Birr éthiopien	4,6	2,6

<i>Monnaie</i>	<i>Pourcentage retenu dans le projet de budget-programme</i>	<i>Pourcentage proposé dans le présent rapport</i>
Autres <sup>a</sup>	1,1	4,4
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

<sup>a</sup> 64 autres monnaies.

Tableau 3

**Pourcentage du budget (objets de dépense autres que les postes) sur lequel les fluctuations des taux de change ont une incidence**

<i>Monnaie</i>	<i>Pourcentage retenu dans le projet de budget-programme</i>	<i>Pourcentage proposé dans le présent rapport</i>
Dollar des États-Unis	49,0	76,0
Franc suisse	25,7	14,8
Euro	8,7	3,9
Baht	2,1	0,6
Shilling kényan	1,9	0,7
Nouveau shekel israélien	2,5	0,4
Peso chilien	1,9	1,0
Livre libanaise	1,5	0,4
Birr éthiopien	5,7	0,6
Autres <sup>a</sup>	1,0	1,6
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

<sup>a</sup> 64 autres monnaies.

12. Conformément à la section IX de la résolution 69/274 A, les taux de change à terme pour décembre 2019 ont été utilisés pour l'actualisation des coûts dans 9 monnaies (qui étaient auparavant prises en compte dans les hypothèses budgétaires). Pour les 64 autres monnaies, les taux de change opérationnels de l'Organisation des Nations Unies pour décembre 2019 ont été utilisés.

13. La diminution nette des prévisions de dépenses imputable aux fluctuations des taux de change tient essentiellement à l'appréciation du dollar des États-Unis par rapport au franc suisse (cours de 0,974 contre un cours de 0,947 retenu dans le budget-programme), à l'euro (cours de 0,890 contre un cours de 0,835 retenu dans le budget-programme), au peso chilien (cours de 803,140 contre un cours de 659,286 retenu dans le budget-programme) et au birr éthiopien (cours de 30,237 contre un cours de 27,409 retenu dans le budget-programme), en partie contrebalancée par la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport à un certain nombre de monnaies, notamment le nouveau shekel israélien (cours de 3,450 contre un cours de 3,540 retenu dans le budget-programme) et le baht (cours de 30,220 contre un cours de 32,100 retenu dans le budget-programme).

14. Comme indiqué dans le tableau 4 ci-dessous, on estime que les fluctuations des taux de change devraient entraîner une diminution nette de 31,5 millions de dollars.

Tableau 4  
**Incidence des fluctuations des taux de change sur les crédits demandés,  
 par monnaie**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Monnaie</i>	<i>Code monnaie</i>	<i>Montant</i>
Autres <sup>a</sup>	–	(2 344,7)
Baht	THB	3 931,0
Birr éthiopien	ETB	(4 096,3)
Euro	EUR	(5 469,2)
Franc suisse	CHF	(13 844,1)
Nouveau shekel israélien	ILS	1 497,4
Peso chilien	CLP	(9 770,5)
Roupie pakistanaise	PKR	(1 376,2)
<b>Total</b>		<b>(31 472,6)</b>

<sup>a</sup> 66 autres monnaies.

## B. Taux d'inflation (augmentation nette : 15,4 millions de dollars)

15. Les projections actualisées d'inflation font entrer en ligne de compte trois éléments : l'indemnité de poste pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, l'ajustement au coût de la vie pour les agents des services généraux et des catégories apparentées et l'indice des prix à la consommation actualisé pour les objets de dépenses autres que les postes.

16. L'indemnité de poste pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur varie en fonction à la fois de l'inflation et des fluctuations des taux de change. Les projections actualisées pour les indemnités de poste sont fondées sur les coefficients d'ajustement pour novembre 2019 et ont été ajustées compte tenu des montants retenus aux fins du maintien de la rémunération conformément à la recommandation qu'a faite la Commission de la fonction publique internationale dans son rapport pour l'année 2019 (A/74/30, par. 63 et annexe IV) et du taux d'inflation appliqué pour 2020, tel qu'indiqué dans le tableau complémentaire 3.

17. Les prévisions de dépenses afférentes à la rémunération des agents des services généraux et des catégories apparentées et celles concernant les objets de dépense autres que les postes ont été actualisées en fonction du différentiel entre les projections initiales d'inflation et les projections révisées, comme indiqué dans les tableaux complémentaires 2 et 4. Si les précédentes hypothèses étaient fondées sur un taux d'inflation global pour les agents des services généraux et des catégories apparentées, les ajustements au coût de la vie pour ces derniers et pour les administrateurs recrutés sur le plan national sont présentés séparément dans le présent rapport.

18. L'augmentation des prévisions de dépenses imputable à l'inflation, soit 15,4 millions de dollars, s'explique essentiellement par la hausse des coefficients d'ajustement prévue en 2020 et par l'augmentation de la part des dépenses non afférentes aux postes qui devraient être engagées en dollars des États-Unis (voir tableau 3).

19. Le tableau 5 présente les incidences des fluctuations du taux d'inflation découlant des révisions décrites ci-dessus.

Tableau 5  
**Incidence des fluctuations du taux d'inflation, par pays**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Pays/zone</i>	<i>Inflation</i>
Argentine	(868,3)
Autres <sup>a</sup>	(102,9)
Chili	(7 100,6)
États-Unis d'Amérique	16 241,3
Éthiopie	(3 640,5)
Israël	2 012,6
Pakistan	(1 453,5)
Suisse	7 122,6
Thaïlande	4 045,2
Zone euro	(837,9)
<b>Total</b>	<b>15 417,9</b>

<sup>a</sup> 64 pays/zones.

### C. Modifications qu'il est proposé d'apporter aux coûts standard (augmentation nette : 16,3 millions de dollars)

20. Les modifications qu'il est proposé d'apporter aux coûts standard correspondent à l'effet net des variations des coûts salariaux standard, des taux de contribution du personnel et des dépenses communes de personnel, qui comprennent les indemnités et prestations et les dépenses liées à la nomination, à la mutation et à la cessation de service.

21. Pour réviser les coûts des traitements standard pour 2020, on s'est fondé sur les derniers états de paie (octobre 2019), par lieu et par catégorie de poste. Les données étant plus aisément accessibles, le nombre de lieux pris en compte a été revu à la hausse afin d'obtenir une estimation plus réaliste des coûts standard en fonction du lieu d'affectation. À titre d'exemple, un seul coût standard moyen était auparavant utilisé pour estimer l'ensemble des dépenses de personnel des centres d'information des Nations Unies. Or, la présente proposition tient compte des coûts standard en fonction des lieux où les postes sont affectés. Par conséquent, les prévisions précédentes, qui tenaient compte des coûts standard pour 18 lieux d'affectation, ont été ajustées compte tenu des coûts standard pour 121 lieux d'affectation.

22. Les dépenses communes de personnel inscrites au budget sont égales à un certain pourcentage des traitements nets dans chaque lieu d'affectation. En plus de l'ajustement mentionné au paragraphe 21 ci-dessus, à savoir que les présentes propositions, fondées sur des données plus aisément accessibles grâce à Umoja, tiennent compte des coûts standard d'un plus grand nombre de lieux d'affectation, les pourcentages utilisés pour le calcul des dépenses communes de personnel sont maintenant distincts pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et pour les agents des services généraux et des catégories apparentées et sont fondés sur une analyse des dépenses effectivement engagées entre janvier 2018 et octobre 2019. Auparavant, les pourcentages utilisés pour le calcul des dépenses communes de personnel étaient fixés sur la base de l'ensemble des dépenses de personnel dans un lieu d'affectation, tous postes confondus. Cette séparation a permis une meilleure allocation des ressources dans le budget.

23. L'augmentation de 16,3 millions de dollars tient aux pourcentages plus élevés utilisés pour calculer les dépenses communes de personnel, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des dépenses liées aux pensions du personnel qui découle de l'application du barème de la rémunération considérée aux fins de la pension pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 73/273, par l'augmentation des cotisations au régime d'assurance maladie découlant de la hausse des primes et des taux de cotisation en juillet 2018, puis en juillet 2019, et par l'augmentation des dépenses liées à l'indemnité pour frais d'études et aux mouvements de personnel (nomination, mutation et cessation de service).

#### D. Taux de vacance (diminution nette : 4,9 millions de dollars)

24. Dans sa résolution 73/279 A, l'Assemblée générale a pris acte du premier rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019 et a approuvé des taux de vacance de 8,6 % pour les postes existants de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et de 6,6 % pour les postes existants de la catégorie des agents des services généraux et des catégories apparentées, et de 50 % pour les nouveaux postes des deux catégories. Les taux effectifs moyens pour la période de janvier à octobre 2019 (voir tableau complémentaire 5) ont été de 8,6 % pour les postes existants de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur et de 7,1 % pour les postes existants de la catégorie des agents des services généraux et des catégories apparentées. Dans le présent rapport, il est proposé de réviser les taux de vacance pour les postes existants compte tenu des taux effectifs moyens enregistrés pour 2019, tels qu'indiqués dans le tableau complémentaire 5. L'ajustement des taux de vacances pour les postes existants entraînerait une diminution nette de 4,9 millions de dollars, le taux de vacance effectif moyen pour les postes de la catégorie des agents des services généraux et des catégories apparentées (7,1 %) étant supérieur au taux de 6,6 % initialement prévu.

#### E. Prévisions révisées et états des incidences sur le budget-programme pour 2020

25. On trouvera dans le tableau 6 une liste des prévisions révisées et des états des incidences sur le projet de budget-programme pour 2020 connus au moment de l'établissement du présent rapport.

Tableau 6  
**Prévisions révisées et états des incidences sur le projet de budget-programme pour 2020**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Propositions du Secrétaire général<sup>a</sup></i>	<i>Ajustements recommandés par le Comité consultatif</i>	<i>Projet de budget-programme compte tenu des ajustements recommandés par le Comité consultatif</i>
Proposition de remplacement des bâtiments A à J de l'Office des Nations Unies à Nairobi (A/74/343)	10 490,1	–	10 490,1
Proposition relative au projet de rénovation du bâtiment nord de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (A/74/330)	389,1	–	389,1

	<i>Propositions du Secrétaire général<sup>a</sup></i>	<i>Ajustements recommandés par le Comité consultatif</i>	<i>Projet de budget-programme compte tenu des ajustements recommandés par le Comité consultatif</i>
Proposition relative au projet de mise aux normes parasismiques et de remplacement des équipements en fin de vie au siège de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, à Bangkok (A/74/317)	6 410,7	–	6 410,7
Construction de nouveaux locaux à la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba et propositions pour la rénovation des installations de conférence, notamment l'Africa Hall (A/74/328)	8 434,1	–	8 434,1
État présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale concernant les incidences administratives et financières des décisions et recommandations figurant dans le rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour 2019 (A/C.5/74/2)	2 188,7	À déterminer	2 188,7
État d'avancement de la gestion souple de l'espace de travail au Siège de l'Organisation des Nations Unies (A/74/345)	8 309,7	(1 513,8)	6 795,9
Rapport sur l'utilisation de l'autorisation d'engagement de dépenses et demande de subvention pour le Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone (A/74/352)	2 899,5	À déterminer	2 899,5
Possibilité d'effectuer des travaux de rénovation destinés à remédier à la détérioration et aux capacités limitées des installations de conférence de l'Office des Nations Unies à Nairobi (A/74/471)	470,0	À déterminer	470,0
Onzième rapport d'étape sur le progiciel de gestion intégré (A/74/478)	(1 069,1)	(159,2)	(1 228,3)
Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme (A/74/529)	23 414,3	À déterminer	23 414,3
Rapport du Secrétaire général sur les incidences administratives et financières des recommandations figurant dans le rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (A/C.5/74/3)	(2 306,3)	À déterminer	(2 306,3)
Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (A/74/544)	6 813,0	À déterminer	6 813,0
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (A/74/6 (Sect. 3)/Add.7)	54 777,1	À déterminer	54 777,1
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (A/74/6 (Sect. 3)/Add.8)	21 988,1	À déterminer	21 988,1
Incidences sur le budget-programme : enquête sur les conditions et les circonstances de la mort tragique de Dag Hammarskjöld et des personnes qui l'accompagnaient (A/C.5/74/13)	145,7	À déterminer	145,7

	<i>Propositions du Secrétaire général<sup>a</sup></i>	<i>Ajustements recommandés par le Comité consultatif</i>	<i>Projet de budget-programme compte tenu des ajustements recommandés par le Comité consultatif</i>
Incidences sur le budget-programme : lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles (A/C.5/74/12)	197,7	À déterminer	197,7
<b>Total (contributions du personnel comprises)</b>	<b>143 552,4</b>	<b>(1 673,0)</b>	<b>141 879,4</b>

<sup>a</sup> Compte non tenu des prévisions concernant la subvention demandée pour les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens conformément à la recommandation du Comité consultatif tendant à ce que l'Assemblée générale autorise le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant ne dépassant pas 7 millions de dollars en 2020 (voir A/74/7/Add.16).

26. Le tableau complémentaire 6 indique, pour tous les chapitres des dépenses du projet de budget-programme pour 2020, le montant actualisé des dépenses prévues et les éléments d'actualisation pris en compte, qui comprennent, outre les paramètres exposés dans le présent rapport, l'incidence qu'aurait l'application des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

### III. Chapitres des recettes

27. Il est proposé d'appliquer également aux chapitres des recettes les paramètres budgétaires présentés plus haut. Les prévisions révisées sont récapitulées dans le tableau 7 ci-après.

Tableau 7  
Prévisions révisées concernant les chapitres des recettes 1 à 3 du projet de budget-programme pour 2020

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Chapitres des recettes</i>	<i>Projet de budget-programme plus prévisions révisées et incidences sur le budget-programme</i>	<i>Ajustements recommandés par le Comité consultatif</i>	<i>Projet de budget-programme plus ajustements recommandés par le Comité consultatif</i>	<i>Actualisation des coûts</i>	<i>Prévisions révisées</i>
	(1)	(2)	(3) = (1 + 2)	(4)	(5) = (4 + 3)
1. Recettes provenant des contributions du personnel	269 447,7	(611,5)	268 835,9	(249,2)	268 586,7
2. Recettes générales	21 744,0	–	21 744,0	–	21 744,0
3. Services à l'intention du public	713,0	–	713,0	(287,7)	425,3
<b>Total</b>	<b>291 904,4</b>	<b>(611,5)</b>	<b>291 292,9</b>	<b>(536,9)</b>	<b>290 756,0</b>

Tableau complémentaire 1  
Taux de change par rapport au dollar des États-Unis<sup>a</sup>

Pays/zone	Monnaie	Taux de change prévu pour 2020	
		Projet de budget-programme	Présent rapport <sup>b</sup>
Chili	Peso chilien	659,286	803,140
Éthiopie	Birr éthiopien	27,409	30,237
Israël	Nouveau shekel israélien	3,540	3,450
Pakistan	Roupie pakistanaise	134,450	162,070
Suisse	Franc suisse	0,947	0,974
Thaïlande	Baht	32,100	30,220
Zone euro	Euro	0,835	0,890

<sup>a</sup> Compte tenu des principales monnaies indiquées dans le tableau 4.

<sup>b</sup> Taux à terme appliqués au baht, à l'euro, au franc suisse et au peso chilien.

Tableau complémentaire 2  
Taux d'inflation annuels, par pays/zone<sup>a</sup>

Pays/zone	Monnaie	Taux d'inflation applicables aux objets de dépense autres que les postes			
		Projet de budget-programme		Présent rapport	
		2019 <sup>b</sup>	2020 <sup>c</sup>	2019 <sup>d</sup>	2020 <sup>e</sup>
Argentine	Peso argentin	–	–	–	45,3
Chili	Peso chilien	3,2	2,6	2,3	2,2
États-Unis d'Amérique	dollar des États-Unis	2,4	1,6	1,8	1,6
Éthiopie	Birr éthiopien	8,0	7,0	12,2	10,7
Israël	Nouveau shekel israélien	1,9	1,8	0,9	0,9
Pakistan	Roupie pakistanaise	–	–	–	6,8
Suisse	Franc suisse	1,3	1,5	0,4	0,4
Thaïlande	Baht	1,6	1,4	0,9	0,9
Zone euro	Euro	1,9	1,7	1,5	1,5

<sup>a</sup> Compte tenu des principales monnaies indiquées dans le tableau 5.

<sup>b</sup> Taux révisés pour 2018-2019.

<sup>c</sup> Taux prévu.

<sup>d</sup> Estimations définitives pour 2019.

Tableau complémentaire 3  
Coefficients d'ajustement, par pays<sup>a</sup>

Pays	Projet de budget-programme		Présent rapport	
	2019 <sup>b</sup>	2020 <sup>c</sup>	2019 <sup>d</sup>	2020 <sup>e</sup>
Argentine	–	–	35,4	35,9
Autriche	48,8	52,0	41,5	41,5
Chili	32,6	34,9	33,9	32,0
États-Unis d'Amérique (New York)	67,4	71,2	67,2	68,1

Pays	Projet de budget-programme		Présent rapport	
	2019 <sup>b</sup>	2020 <sup>c</sup>	2019 <sup>d</sup>	2020 <sup>c</sup>
Éthiopie	44,3	49,4	40,2	54,2
Israël	51,9	55,3	50,5	57,9
Pakistan	–	–	31,2	38,4
Suisse	75,8	75,8	68,3	67,3
Thaïlande	39,0	40,7	41,6	45,7

<sup>a</sup> Pays dans lesquels se trouvent les lieux d'affectation qui contribuent à la majorité des ajustements résultant de modifications apportées à ces coefficients, comme indiqué dans le tableau 5.

<sup>b</sup> Coefficients révisés pour 2018-2019.

<sup>c</sup> Coefficients prévus.

<sup>d</sup> Estimations définitives pour 2018-2019.

Tableau complémentaire 4  
**Ajustements annuels au coût de la vie, par pays (agents des services généraux)<sup>a</sup>**  
 (En pourcentage)

Pays	Projet de budget-programme		Présent rapport		
	2019 <sup>b</sup>	2020 <sup>c</sup>	2019 <sup>d</sup>	2020 <sup>c</sup>	
			Agents des services généraux	Administrateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et administrateurs
Argentine	–	–	38,1	38,9	45,3
Autriche	1,9	2,1	2,2	–	1,5
Chili	3,2	2,6	4,6	3,6	2,2
États-Unis d'Amérique (New York)	–	1,6	1,7	–	1,6
Éthiopie	8,0	1,6	–	–	1,6
Israël	1,9	1,8	0,4	–	0,9
Pakistan	–	–	9,9	14,8	6,8
Suisse	–	1,5	–	–	0,4
Thaïlande	1,6	1,4	–	–	0,9

<sup>a</sup> Pays dans lesquels se trouvent les lieux d'affectation qui contribuent à la majorité des ajustements résultant de l'évolution du coût de la vie, comme indiqué dans le tableau 5.

<sup>b</sup> Taux révisés pour 2018-2019.

<sup>c</sup> Taux prévus.

<sup>d</sup> Augmentation effective depuis l'établissement des taux révisés pour 2018-2019.

Tableau complémentaire 5  
**Taux de vacance, par chapitre du budget**

Chapitre du budget	2016		2017		2018		2019 <sup>a</sup>	
	Administrateurs	Agents des services généraux	Administrateurs	Agents des services généraux	Administrateurs	Agents des services généraux	Administrateurs	Agents des services généraux
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble	8,9	3,3	7,9	3,8	6,3	3,0	5,6	4,0

Chapitre du budget	2016		2017		2018		2019 <sup>a</sup>	
	Administrateurs	Agents des services généraux	Administrateurs	Agents des services généraux	Administrateurs	Agents des services généraux	Administrateurs	Agents des services généraux
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	10,7	9,7	6,8	13,0	8,3	9,7	6,6	11,7
3. Affaires politiques	13,0	8,3	11,5	8,0	7,9	7,0	9,3	9,6
4. Désarmement	10,8	13,3	6,1	21,0	4,2	23,5	9,1	23,4
5. Opérations de paix	11,3	7,2	9,6	8,7	3,7	6,1	3,9	5,2
6. Utilisations pacifiques de l'espace	12,4	11,7	8,8	–	11,9	–	13,8	–
7. Cour internationale de Justice	4,9	3,8	3,4	2,5	1,2	2,5	1,0	0,1
8. Affaires juridiques	8,1	4,7	8,0	5,7	6,4	3,2	10,0	1,9
9. Affaires économiques et sociales	12,4	8,9	10,1	13,0	11,0	5,6	8,8	10,6
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	18,3	5,1	8,0	11,6	1,8	12,1	5,0	10,5
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	18,7	–	18,2	3,3	10,8	13,7	15,7	20,0
12. Commerce et développement	11,1	3,8	11,5	6,8	10,0	4,5	9,1	3,9
14. Environnement	5,8	1,6	6,6	1,0	9,2	–	5,3	0,7
15. Établissements humains	20,3	17,3	19,5	17,1	3,2	0,3	3,3	2,1
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	5,4	1,3	6,5	2,4	4,6	3,6	9,2	5,6
17. ONU-Femmes	6,5	4,4	2,2	12,8	4,4	3,5	3,1	2,4
18. Développement économique et social en Afrique	13,7	8,4	12,5	9,3	13,5	5,8	15,7	5,1
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	11,7	10,6	10,5	7,2	7,3	4,8	7,4	4,3
20. Développement économique en Europe	4,2	2,7	6,2	2,6	4,0	0,7	5,4	1,3
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	12,5	5,8	12,6	5,5	9,4	2,8	9,9	4,4
22. Développement économique et social en Asie occidentale	9,4	3,3	9,7	6,4	11,5	7,5	13,0	6,3
24. Droits de l'homme	6,7	5,7	8,7	12,5	8,5	8,3	9,2	11,3
25. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	–	–	–	–	–	–	–	–
26. Réfugiés de Palestine	7,7	3,3	11,7	14,2	12,6	7,6	8,8	25,2
27. Aide humanitaire	11,4	2,4	2,7	2,1	9,6	3,2	4,9	3,3

Chapitre du budget	2016		2017		2018		2019 <sup>a</sup>	
	Agents des services généraux		Agents des services généraux		Agents des services généraux		Agents des services généraux	
	Administrateurs	Administrateurs	Administrateurs	Administrateurs	Administrateurs	Administrateurs	Administrateurs	Administrateurs
28. Communication globale	6,7	11,7	5,4	10,3	4,9	10,0	7,3	8,1
29. Services de gestion et d'appui	9,0	6,4	9,0	7,1	10,0	6,7	11,1	8,9
30. Contrôle interne	12,6	7,0	11,6	6,4	5,2	8,7	14,3	7,4
34. Sûreté et sécurité	8,4	5,8	6,0	5,1	11,5	5,0	9,9	4,7
<b>Total</b>	<b>9,2</b>	<b>7,3</b>	<b>8,8</b>	<b>8,1</b>	<b>8,5</b>	<b>6,4</b>	<b>8,6</b>	<b>7,1</b>

<sup>a</sup> Calculé sur la base des taux de vacance constatés pour la période de janvier à octobre 2019.

Tableau complémentaire 6  
Effet de l'actualisation des coûts par chapitre du budget et poids du paramètre d'actualisation

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	Projet de budget-programme plus prévisions révisées et incidences sur le budget-programme			Actualisation des coûts					
	(1)	Ajustements recommandés par le Comité consultatif (2)	Projet de budget-programme plus ajustements recommandés par le Comité consultatif (3) = (1 + 2)	Taux de change (4)	Inflation (5)	Coûts standard (6)	Taux de vacance (7)	(8) = (4) + (5) + (6) + (7)	Proposition concernant les prévisions de dépenses (9) = (3) + (8)
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble	76 546,3	(42,2)	76 504,1	(257,8)	(12,8)	295,3	1 342,7	1 367,4	77 871,5
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	330 052,6	–	330 052,6	(2 904,0)	(398,8)	4 490,6	536,6	1 724,4	331 777,0
3. Affaires politiques	779 763,7	(1 265,1)	778 498,6	(25,5)	(112,8)	833,6	(738,8)	(43,5)	778 455,1
4. Désarmement	13 708,5	(8,0)	13 700,5	(90,0)	(95,9)	255,1	(388,9)	(319,7)	13 380,8
5. Opérations de paix	52 413,0	–	52 413,0	(652,1)	661,3	104,8	763,4	877,4	53 290,4
6. Utilisations pacifiques de l'espace	4 160,1	–	4 160,1	(203,2)	32,1	105,2	(137,1)	(203,0)	3 957,1
7. Cour internationale de Justice	27 062,2	–	27 062,2	(1 192,4)	782,2	944,1	1 120,7	1 654,6	28 716,8
8. Affaires juridiques	63 119,5	(8 250,0)	54 869,5	(709,7)	(341,5)	542,0	(20,8)	(530,0)	54 339,5
9. Affaires économiques et sociales	84 303,7	19,0	84 322,7	–	(168,8)	767,0	(786,3)	(188,1)	84 134,6
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	5 764,9	–	5 764,9	–	(23,8)	48,1	159,1	183,4	5 948,3
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	8 675,4	–	8 675,4	(73,4)	65,5	106,4	(672,6)	(574,1)	8 101,3
12. Commerce et développement	70 634,6	–	70 634,6	(1 805,3)	(152,6)	(79,4)	256,0	(1 781,3)	68 853,3
13. Centre du commerce international	19 397,6	–	19 397,6	(527,9)	–	–	–	(527,9)	18 869,7
14. Environnement	21 452,5	–	21 452,5	(118,1)	333,5	1 148,6	788,5	2 152,5	23 605,0
15. Établissements humains	11 816,0	–	11 816,0	(40,3)	363,9	(113,2)	610,0	820,4	12 636,4
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	22 650,5	(1,1)	22 649,4	(1 206,8)	185,9	405,9	(74,9)	(689,9)	21 959,5
17. ONU-Femmes	9 238,7	(3,9)	9 234,8	–	(34,1)	81,0	502,1	549,0	9 783,8

Chapitre du budget	Projet de budget-programme plus prévisions révisées et incidences sur le budget-programme		Projet de budget-programme plus ajustements recommandés par le Comité consultatif		Actualisation des coûts				
	(1)	Ajustements recommandés par le Comité consultatif (2)	(3) = (1 + 2)	Taux de change (4)	Inflation (5)	Coûts standard (6)	Taux de vacance (7)	(8) = (4) + (5) + (6) + (7)	Proposition concernant les prévisions de dépenses (9) = (3) + (8)
18. Développement économique et social en Afrique	88 566,4	–	88 566,4	(4 316,8)	2 492,4	561,8	(3 524,3)	(4 786,9)	83 779,5
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	54 386,5	112,0	54 498,5	2 764,5	(1 417,9)	(381,2)	762,6	1 728,0	56 226,5
20. Développement économique en Europe	33 194,9	125,6	33 320,5	(878,0)	(84,4)	(120,4)	1 223,3	140,5	33 461,0
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	60 298,5	203,8	60 502,3	(7 854,8)	7 459,9	(1 564,8)	(165,4)	(2 125,1)	58 377,2
22. Développement économique et social en Asie occidentale	38 374,6	–	38 374,6	130,6	293,5	(730,3)	(1 029,6)	(1 335,8)	37 038,8
23. Programme ordinaire de coopération technique	37 166,5	–	37 166,5	(154,8)	(605,3)	–	–	(760,1)	36 406,4
24. Droits de l'homme	119 398,5	(40,5)	119 358,0	(1 941,5)	(373,7)	1 720,2	(916,4)	(1 511,4)	117 846,6
25. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	42 834,1	–	42 834,1	(1 165,6)	(831,6)	13,8	57,2	(1 926,2)	40 907,9
26. Réfugiés de Palestine	29 259,2	–	29 259,2	565,9	(355,4)	3 313,5	(201,6)	3 322,4	32 581,6
27. Aide humanitaire	24 892,4	(79,7)	24 812,7	(151,3)	(34,6)	169,1	486,9	470,1	25 282,8
28. Communication globale	94 899,6	128,8	95 028,4	(896,0)	1 281,7	479,4	296,8	1 161,9	96 190,3
29A. Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	56 054,6	(1 591,4)	54 463,2	(19,9)	(128,4)	1 569,2	(2 871,9)	(1 451,0)	53 012,2
29B. Département de l'appui opérationnel	96 988,6	(2 225,0)	94 763,6	–	103,3	1 219,4	(2 589,5)	(1 266,8)	93 496,8
29C. Bureau de l'informatique et des communications	49 929,3	(2,8)	49 926,5	94,5	(125,8)	1 527,8	(576,8)	919,7	50 846,2
29E. Administration (Genève)	71 625,3	(34,5)	71 590,8	(1 768,2)	(105,0)	(475,2)	1 307,5	(1 040,9)	70 549,9
29F. Administration (Vienne)	19 382,5	(11,2)	19 371,3	(1 107,9)	325,2	(696,8)	353,5	(1 126,0)	18 245,3
29G. Administration (Nairobi)	19 290,6	–	19 290,6	(46,6)	20,9	(1 054,8)	(13,6)	(1 094,1)	18 196,5
30. Contrôle interne	21 693,4	(88,2)	21 605,2	(102,5)	18,0	195,2	(1 002,0)	(891,3)	20 713,9

Chapitre du budget	Projet de budget-programme plus prévisions révisées et incidences sur le budget-programme		Projet de budget-programme plus ajustements recommandés par le Comité consultatif		Actualisation des coûts					Proposition concernant les prévisions de dépenses
	(1)	Ajustements recommandés par le Comité consultatif (2)	(3) = (1 + 2)	Taux de change (4)	Inflation (5)	Coûts standard (6)	Taux de vacance (7)	(8) = (4) + (5) + (6) + (7)	Total (9) = (3) + (8)	
31. Activités administratives financées en commun	6 328,4	–	6 328,4	–	(82,6)	–	–	(82,6)	6 245,8	
32. Dépenses spéciales	76 211,2	–	76 211,2	–	(33,2)	–	–	(33,2)	76 178,0	
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	38 945,2	–	38 945,2	(234,2)	(226,8)	–	–	(461,0)	38 484,2	
34. Sûreté et sécurité	121 252,5	(180,8)	121 071,7	(919,3)	324,8	2 593,7	1 323,3	3 322,5	124 394,2	
35. Compte pour le développement	14 199,4	–	14 199,4	–	–	–	–	–	14 199,4	
36. Contributions du personnel	267 529,2	(611,5)	266 917,7	(3 664,2)	6 419,6	(1 956,7)	(1 087,1)	(288,4)	266 629,3	
<b>Total</b>	<b>3 083 461,2</b>	<b>(13 846,7)</b>	<b>3 069 614,5</b>	<b>(31 472,6)</b>	<b>15 417,9</b>	<b>16 318,0</b>	<b>(4 907,4)</b>	<b>(4 644,1)</b>	<b>3 064 970,4</b>	